



TOYOTA a besoin de voitures ? Nous on a besoin d'un salaire qui permette de vivre, et d'embauches en CDI !

Comme chaque année à la même époque, la direction va organiser des réunions avec les syndicats pour discuter des salaires, du temps de travail et des embauches.

Et comme chaque année, la direction coince ces quelques réunions après les entretiens individuels et avant les fêtes de fin d'année, en prenant le soin de ne révéler les évaluations individuelles, comme à l'école, qu'à la fin janvier.

Ce calendrier n'est pas pris au hasard. La direction pense ainsi réduire le risque de réactions collectives, qui permettraient aux travailleurs d'exercer une pression et créer un rapport de force favorable, pour obliger la direction à faire des concessions.

Alors pour des augmentations de salaires et des embauches, pour améliorer nos conditions de travail, le seul calendrier valable, ce sera celui que les salariés fixeront, quand on se mobilisera.

**Les ventes sont bonnes, les carnets de commandes sont pleins... nous dit la direction ?
Et bien c'est une situation encore plus favorable pour demander notre dû !**

Toyota, c'est 20 milliards d'euros de bénéfices net l'an dernier. 150 milliards d'euros de bénéfices cumulés ces 10 dernières années. Et malgré le Covid, Toyota prévoit un bénéfice de 10 milliards d'euros cette année.

De l'argent, il y en a. Beaucoup ! Et ces milliards sont le fruit de l'exploitation du travail de l'ensemble des salariés du groupe. Qu'une partie de ces milliards nous revienne pour augmenter fortement les salaires, pour embaucher en CDI toutes celles et ceux en intérim ou en CDD ne serait que justice.

Mais il n'y a pas de justice à l'usine. C'est la loi du plus fort qui règne. Seul face à la direction, on est faible, mais à quelques milliers, nous avons les moyens de devenir une force si on se serre les coudes !

Il n'y a que ceux qui ne se battent pas qui ont perdu d'avance.

Finalement, la direction a freiné ses ardeurs, et a révisé à la baisse ses menaces de licenciement contre Edith Weisshaupt et Jean-Christophe Bailleul.

Edith a été sanctionnée d'un avertissement, Jean-Christophe aussi. Ils vont contester ces sanctions devant le Conseil des Prud'hommes de Valenciennes si Toyota n'annule pas purement et simplement ces sanctions.

Ce qui a pesé, c'est tous les soutiens qu'ils ont reçus dans l'usine et à l'extérieur. Car en s'attaquant à deux militants qui disent la vérité, qui dénoncent les abus, les injustices, qui informent l'ensemble des travailleurs des attaques en préparation contre l'emploi, les salaires et les conditions de travail, la direction cherchait à intimider tout le monde !

Quant à Ouassini Gherbi, ouvrier aux Presses en équipe jaune et délégué suppléant CGT au CSE, la direction ne lui a pas encore notifié de sanction. Il était convoqué le 17 novembre pour un entretien à sanction pouvant aller jusqu'au licenciement... juste après avoir gagné au tribunal contre Toyota sur une précédente sanction injustifiée.

Pour contacter la CGT :

Eric PECQUEUR 06 29 36 87 40 (Ass. Eq. Bleue)
Bruno LECLERCQ 06 18 44 91 11 (Ass. Eq. Jaune)
J. Christophe BAILLEUL 06 20 62 50 83 (Presses Eq. Bleue)
Daniel RAQUET 06 03 40 05 48 (Ass. Eq. Bleue)

Ainsi que tous les militants de la CGT connus dans les ateliers

Edith WEISSHAUPT 06 68 36 14 71 (Peinture Eq. Bleue)
Guillaume VASSEUR 06 73 35 84 14 (Ass. Eq. Bleue)
Catherine ZAKRZEWSKI 06 88 23 11 73 (Ass. Eq. verte)
Sylvain NIGUET 06 77 26 47 05 (Peinture Eq. Jaune)

ou par mail : cgt.toyota@live.fr



La CGT Toyota Onnaing

Et notre site : www.cgttoyota.fr

Tous dans la rue samedi 5 décembre pour l'emploi et contre la misère !

Pas une journée sans annonce de licenciements, de fermetures d'entreprise...

Aggravée par la crise sanitaire, fruit de décennies de destruction de l'hôpital public, la crise économique plonge des millions de travailleurs dans la pauvreté. Plus de 10 millions de personnes dans le pays vivent sous le seuil de pauvreté et près d'un enfant sur 4 naît et vit dans la misère.

Alors que le gouvernement annonce dans les mois qui viennent 600 000 à un million de chômeurs supplémentaires, il cherche dans le même temps à sabrer l'assurance chômage et réduit les aides sociales.

Il organise aussi le pillage et le sabotage de la sécurité sociale et des retraites, au profit du patronat.

Aussi, dans le sillage de la loi travail et des ordonnances Macron, le patronat lance une attaque d'envergure contre les conventions collectives. Parallèlement le gouvernement s'attaque à la Fonction publique. Leur objectif commun est de faire disparaître le CDI et les conventions collectives...

Dans le même temps le gouvernement confirme le gel des salaires des fonctionnaires (y compris des soignants) tandis que le patronat pousse par le chantage à la signature d'accords de compétitivité afin de baisser les salaires et d'augmenter le temps de travail.

Les fusions et acquisitions capitalistes s'accélèrent, pendant que les dividendes remplissent les poches d'actionnaires toujours plus voraces, gavés de CICE, de subventions en tout genre et d'exonération de cotisations sociales. Le patronat intensifie la répression syndicale... et son gouvernement réduit nos libertés, comme celle de circuler et de filmer la police.

Le gouvernement traque le virus dans les moindres recoins de nos vies privées, mais il le laisse circuler dans les transports en commun, les écoles, collèges, lycées et bien sûr dans les entreprises.

Face à cette attaque globale du patronat et de son gouvernement contre les travailleurs, dans cette guerre sociale que nous livre la bourgeoisie pour la préservation « quoiqu'il en coûte » des profits tirés de l'exploitation de notre travail à tous, nous ne pouvons plus nous taire.

Face aux licenciements et au chômage massif, face à la pauvreté qui monte, même quand on a un travail, il sera nécessaire d'imposer au patronat de prendre sur les profits accumulés pour partager le travail entre tous. Travailler moins pour travailler tous, avec des salaires augmentés qui permettent de vivre décemment, c'est vital pour la classe ouvrière.

L'Union Départementale CGT du Nord appelle l'ensemble des salariés, des chômeurs, des retraités à participer nombreux aux manifestations, et lance aussi un appel à la grève le 5 décembre pour ceux qui travaillent un samedi.

La CGT Toyota se joint à ces appels.

MANIFESTATIONS le samedi 5 décembre 2020

Valenciennes : 10h Place d'Armes

Lille : 14h30 Porte de Paris

Les manifestations revendicatives ne sont pas interdites (décret du 29 octobre 2020)

Nous publierons prochainement une attestation de circulation permettant de se rendre à une manifestation